



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'orientation des travaux de la société

J.-B. Chombart de Lauwe

Citer ce document / Cite this document :

Chombart de Lauwe J.-B. L'orientation des travaux de la société. In: Économie rurale. N°17, 1953. pp. 36-40;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1953.1316>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1953_num_17_1_1316

Fichier pdf généré le 08/05/2018

L'ORIENTATION DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

Quand nous avons créé la Société Française d'Economie Rurale, il y a déjà plus de quatre ans, nous avons convenu qu'elle devait être une entreprise de travail collectif et qu'elle devait porter son intérêt sur toutes les parties du très vaste domaine de l'économie rurale ; nous n'avons pas voulu donner de ce terme une définition, par crainte de la faire trop limitée.

La table alphabétique par noms d'auteurs et par matières que M. D. R. Bergmann a établie et publiée dans le Bulletin N° 15 fournit la preuve que nous n'avons pas trop mal commencé à réaliser notre projet. En la parcourant, on constate que les études ont été variées, qu'elles sont dues à des collaborateurs relativement nombreux (une cinquantaine) et nous voyons leur valeur reconnue par ceux qui les signalent à leurs lecteurs ou par ceux qui demandent à se les procurer. Un autre témoignage de notre réussite est donné par l'accroissement, pas aussi rapide que nous le souhaitons, mais déjà appréciable, du nombre de nos membres.

Rechercher quelle orientation doit être donnée pour l'avenir à nos travaux ne doit donc pas être interprété comme une marque de mécontentement mais comme un légitime souci de perfectionnement.

Tout d'abord, puisque notre Société a voulu et continue à vouloir être un groupement de travail collectif, il peut nous être permis de regretter qu'une cinquantaine seulement de membres (ou d'invités) aient fourni leur collaboration, du moins par écrit ; car, parmi ceux dont le nom ne figure pas à la table, il en est qui ont pris part aux discussions dans les réunions de travail.

Sur ce point, une amélioration semble facile à obtenir. Nos membres sont dispersés dans toute la France et même dans les pays voisins et dans l'Union française. Ils ne peuvent pas tous assister à nos assemblées. Mais ils pourraient y participer par écrit. Nous sommes généralement parvenus, malgré les difficultés pratiques qu'on imagine, à distribuer les rapports plusieurs jours avant la réunion où ils doivent être présentés et discutés. Beaucoup pourraient donc adresser au secrétariat des notes, des compléments, l'expression de divergences d'opinion dont lecture serait donnée lors des discussions. (Il serait désirable que ces notes parvinssent plusieurs jours avant la date fixée, afin qu'elles soient à temps communiquées aux rapporteurs. Les écrire sur des feuilles séparées si elles portent sur plusieurs rapports).

Les études d'économie rurale ont été pendant

longtemps rares et ralenties. Si l'on reconnaît que la connaissance précise de la vie agricole est d'un très grand intérêt pratique dans une société qui regarde beaucoup plus vers l'industrie, le commerce et les fonctions publiques que vers l'agriculture, il importe d'attirer vers l'étude scientifique des questions agricoles un plus grand nombre de travailleurs. C'est le rôle de notre Société. Elle n'a fait que commencer à le remplir. Le moment est sans doute venu pour elle de se demander si elle a dirigé ses recherches dans la bonne direction ou mieux dans de bonnes directions, car il y en a certainement plusieurs d'acceptables.

Nous avons tenu, dès le début, à écarter certaines façons de traiter les questions qui peuvent avoir des conséquences immédiates de caractère politique, au sens étroit de ce mot. Mais nous avons l'ambition d'apporter des matériaux de qualité contrôlée à ceux qui ont pour tâche de bâtir la politique économique, sociale, constructive, de l'agriculture dans une société en évolution.

Ceci revient à dire que l'érudition et l'information ne nous satisfont pas par elles-mêmes. Elles doivent aboutir à des conclusions, à des décisions, parce qu'elles précisent les données des problèmes, parce qu'elles permettent des comparaisons, des distinctions d'un intérêt pratique, parce qu'elles expliquent des évolutions. Avons-nous, jusqu'à présent, accordé assez de temps aux questions qui ont un caractère historique ou descriptif ? Pour ma part, je ne le crois pas. Mais l'explication justificative se présente d'elle-même. C'est que, du temps pour ces études désintéressées, nous n'en avons pas beaucoup dans nos trois ou quatre réunions annuelles. Nous sommes plus pressés de connaître les conditions d'utilisation du tracteur que de préciser les dates de la mise en service et du succès des diverses machines agricoles. Si nos moyens d'action, ce qui revient à dire le nombre sensiblement accru de nos membres, nous le permettraient, je pense que nous devrions, et *c'est un des points sur lesquels je consulte la Société*, nous devrions, sans nous transformer en une de ces académies régionales où la petite histoire détourne trop des vues sur l'avenir, accorder plus de place à des chronologies expliquées, à des séries bien classées, à des comparaisons entre régions, entre pays, entre époques, qui font si souvent apparaître les causes des différences mal mesurées et mal comprises. Il semble aussi que la rareté de nos études historiques s'explique par le fait que nous avons guère attiré les historiens. Si les géographes sont

naturellement unis aux agronomes, les historiens ne les ont guère imités. Serait-ce parce que beaucoup d'entre eux ont le goût des analyses érudites plus que des synthèses qu'ils jugent prématurées ?

En ce qui concerne l'économie, nos études de comptabilité, de prix de revient, de rentabilité, d'organisation commerciale, de crédit, etc. sont certainement des contributions valables au progrès des études économiques. Avons-nous, proportionnellement au temps et à la place dont nous avons disposé, fait une part assez grande aux recherches économiques générales et théoriques ? C'est une question que nous devons nous poser.

De même pour la sociologie du passé et du présent. Les formations agricoles et paysannes intéressent certes les sociologues, mais ce sont celles d'un très lointain passé ou celles de sociétés primitives plutôt que celles qui se transforment, d'une façon si curieuse, sous nos yeux.

Nous avons, avec raison, je pense, et certainement déjà avec profit, appelé à notre aide les spécialistes des disciplines qui considèrent l'économie rurale comme un chapitre (ou plusieurs chapitres) de leur programme et qui, parfois, l'oublent ou ne lui font qu'une part bien restreinte. Ces prises de contact sont profitables aux uns et aux autres. Nous serons sans doute d'accord pour les continuer. Je serais reconnaissant à ceux de nos collègues qui voudraient bien *faire savoir au secrétariat ce qu'ils pensent à ce sujet.*

Le désir que nous devons avoir de préparer des synthèses, ou tout au moins des plans et des programmes, nous fait comprendre combien il est nécessaire, quand il s'agit d'agriculture, de les baser sur de solides études de régions. Après des travaux méthodiques, auxquels ont pris part les géographes de l'Université et les directeurs des Services Agricoles, a été publiée une distribution de la France en régions « géographiques ». Ne serait-il pas intéressant pour l'économie rurale de rechercher si, ou avec quelles retouches, une répartition en régions « agricoles » coïncide exactement ou non avec celle qui a été arrêtée ? Ce serait un sujet d'études pour ceux précisément qui vivent dans une région. Leurs recherches pourraient les amener à proposer des subdivisions, mais le risque serait de les vouloir trop nombreuses.

Ceci nous ramène aux problèmes de méthode que nous n'avons certes pas oubliés, dont nous

pouvons même constater que nous les avons placés à l'ordre du jour de nos premières séances de travail. Mais on ne se préoccupe jamais assez de bien déterminer les méthodes à observer. D'ailleurs, si nous avons commencé, nous sommes loin d'avoir terminé. Ne faut-il pas reprendre nos discussions et nous efforcer d'arriver à poser des règles utiles ?

Pour conclure ma recherche sur l'orientation de nos travaux, en n'oubliant pas qu'il s'agit de ce qui est possible, réalisable avec de pauvres moyens, il me semble que tous nos espoirs se ramènent à l'organisation améliorée d'un travail collectif. Nos collègues ne devraient pas penser qu'ils ne sont qu'une sorte de « public » assistant aux travaux préparés par un Comité de direction. Ils devraient être tous des membres actifs, offrant leur collaboration, proposant des recherches, fournissant des informations, indiquant leurs besoins et leurs désirs, ne se privant pas de critiquer « constructivement », comme on dit.

Nos essais de comptes-rendus bibliographiques qui seraient certainement utiles s'ils pouvaient être plus complets, ne sont que l'indication de ce qu'il conviendrait de faire. Mais une demi-douzaine de membres de la Société, chargés de fonctions et accablés de travail, ne peuvent lire et signaler tout ce qui paraît en économie rurale, d'autant plus qu'ils ne reçoivent pas toutes les publications. *Nous demandons instamment de plus nombreux collaborateurs.* Ils pourraient se partager la besogne régionalement ou par matières. Si même plusieurs d'entre eux pouvaient se charger de relever dans les revues, nationales ou régionales, économiques, historiques, géographiques, techniques, ce qu'elles ont publié qui intéresse les économistes ruraux, le travail de ceux-ci serait bien facilité. A ce propos, je rappelle encore ce que j'ai bien des fois demandé concernant le répertoire bibliographique qui vient d'être publié. Il doit être amélioré par les critiques, observations, corrections et compléments de nos collègues. Et je dirai encore que nous comptons sur eux pour en assurer la diffusion et la vente.

Donc, je souhaite que ces observations sur ce que doivent être nos futurs travaux nous procurent une abondante correspondance nous disant *ce qui devrait être fait et nous offrant des collaborations pour le faire.*

M. AUGÉ-LARIBÉ,
Président-Fondateur

Pour donner une orientation aux travaux de la Société, l'expérience des dernières années nous montre qu'il ne faut pas être trop exigeant. Ainsi, pour les programmes des sessions on risque, en les rendant trop rigides, de ne pas toujours trouver les personnes qui acceptent de traiter les sujets imposés. Nous sommes donc bien d'accord avec M. Augé-Laribé pour penser que quelques jalons sont suffisants pour indiquer la direction à suivre.

A notre avis, la principale question est d'établir des priorités dans les problèmes à étudier, afin de distinguer le principal et l'accessoire. Nous voudrions présenter brièvement quelques remarques sur les idées qui pourraient guider ces priorités, et sur ces priorités elles-mêmes.

L'établissement des priorités

S'il faut orienter des travaux, il convient tout d'abord de rechercher les meilleures méthodes pour les effectuer. L'Économie Rurale est encore à ses débuts (Aucun Français, sauf Lecouteux, en 1879, n'a publié un traité d'économie rurale ayant une réelle valeur scientifique). Une priorité absolue doit donc être accordée à la recherche des conditions dans lesquelles les méthodes de l'économie politique peuvent être adaptées à l'étude des problèmes agricoles.

En second lieu, le domaine de l'Économie Rurale étant vaste et difficile à délimiter, *il semble que nous devrions faire porter notre effort dans les secteurs où notre spécialisation peut apporter une contribution originale* ; si nous ne mettons pas nous-mêmes en valeur les meilleures terres de notre domaine, celles qui nous appartiennent sans contestation possible, d'autres ne s'en chargeront pas, car ils n'ont pas les connaissances économiques et techniques suffisantes. Ceci concerne notamment les questions relatives à l'économie de la production agricole, questions si négligées depuis un demi-siècle. Certes, notre Société doit être un carrefour où des chercheurs venus d'horizons différents apporteront des idées et des conceptions nouvelles, mais les échanges doivent se faire sur notre terrain, pour l'étude de nos problèmes. Et nous devons aller chez les autres pour les aider et pour confronter nos propres conceptions avec les leurs. Des rapports plus étroits avec les autres sociétés ou instituts scientifiques sont donc désirables. *Une meilleure division du travail pourra être ainsi réalisée.*

En troisième lieu, comme le dit M. Augé-Laribé : « nous avons l'ambition d'apporter des matériaux de qualité contrôlée à ceux qui ont pour tâche de bâtir la politique économique, sociale, constructive, de l'agriculture dans une société en évolution ». En somme, notre Société se propose de faire avancer la Science, mais elle accorde une priorité aux études dont les conclusions seront susceptibles d'application pratique.

Enfin, il faut orienter nos travaux de telle manière que nous augmentions les effectifs de nos membres. Nous devons nous réjouir d'avoir regroupé la pres-

que totalité des professeurs d'Économie Rurale, un certain nombre de personnalités des organisations professionnelles agricoles, quelques fonctionnaires des administrations centrales, mais il serait imprudent de ne pas constater que nous n'avons pas encore attiré un assez grand nombre d'économistes (« généralistes » ou spécialistes) et surtout de techniciens (agriculteurs, ingénieurs des Services Agricoles et du Génie Rural, membres de la Recherche Agronomique, etc.). Or, c'est en établissant une collaboration plus étroite entre techniciens et économistes (ruraux et autres), que nous accentuerons le caractère original de notre Société et que nous répondrons à des besoins qui, s'ils n'ont pas toujours été manifestés par les intéressés, n'en existent pas moins. Il s'agit en somme de donner à l'Économie Rurale la place de premier plan qu'elle doit occuper dans l'ensemble des Sciences agronomiques.

Les priorités

Compte tenu de ces idées directrices, il semble qu'on puisse attirer l'attention sur les problèmes suivants, classés par ordre de priorité décroissante :

1 - Questions de méthode.

L'Économie Rurale étant une science d'observation, dans quelle mesure la méthode statistique (et notamment les nouvelles techniques de l'échantillonnage) peuvent-elles être appliquées aux recherches ? Dans ce domaine, toute une série d'expériences systématiques restent à réaliser sur le terrain. Mais ceci ne doit pas nous faire oublier que les techniques comptables restent jusqu'à maintenant le meilleur moyen d'investigation en matière d'économie rurale.

2 - Économie de la production agricole.

C'est le point le plus faible de l'économie rurale en France. Nous sommes d'accord avec M. Augé-Laribé sur l'utilité des études historiques, mais nous pensons qu'aujourd'hui nous devons par priorité consacrer tous nos efforts à l'étude, en liaison avec les techniciens agricoles, des problèmes concernant l'économie de l'entreprise agricole, de la petite région agricole (telle qu'elle a été délimitée par l'I.N.S.E.E.) et de la grande région agricole correspondant à un ensemble économique. C'est seulement lorsque nous disposerons d'un grand nombre d'enquêtes et de monographies récentes que nous pourrions aborder, avec quelques chances d'efficacité, les problèmes de planification à l'échelon national, voire européen.

Nous savons certes que ces études sont difficiles à mener à bien parce qu'elles exigent beaucoup de temps, des crédits, des recherches sur le terrain, mais elles constituent les fondations de nos travaux. A notre avis, un des caractères distinctifs de l'économie rurale est d'aborder les problèmes agricoles en tenant compte des impératifs de l'entreprise agricole tant au point de vue économique que sociologique et psychologique.

Nous n'avons aucunement à redouter que les membres de notre Société se spécialisent excessivement dans ces questions de l'économie de la production agricole, ce qui pourrait avoir pour conséquence de négliger les autres problèmes. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, il n'y a hélas ! aucune crainte d'excédents. L'indice de cette production reste, depuis de nombreuses années, à un niveau étonnamment bas.

3 - Marchés (*Marketing*).

Pour l'étude des marchés agricoles, les économistes ruraux ne sont plus dans leur fief propre ; ils doivent coopérer avec les autres économistes. Mais là encore, nous n'avons ni méthode pour l'étude d'un marché, ni bonnes monographies des grands produits (les récents travaux du Plan en donnent une confirmation inquiétante).

Sur les coûts de distribution, nous ne disposons que d'informations présentant des différences étonnantes suivant qu'elles sont faites pour telle ou telle partie prenante. Pourtant, c'est un domaine où des recherches méthodiques pourraient apporter une contribution qui susciterait certainement un très grand intérêt dans les milieux agricoles que nous voulons initier aux questions économiques.

Il faut réserver une mention toute spéciale aux problèmes concernant la conservation des produits agricoles. Une stagnation de l'agriculture française au cours des cinquante dernières années est due à de nombreuses causes, mais surtout hier, à la crise démographique et aujourd'hui à l'étroitesse des débouchés. Un des goulots d'étranglement à l'expansion agricole est l'insuffisance de la consommation de fruits. Nous devons donc analyser, en liaison avec les organismes spécialisés (notamment l'Institut National d'Hygiène) les conséquences économiques de l'amélioration des standards alimentaires, tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

4 - Prix.

Dès, au cours de la présente session, nous étudions certains aspects méthodologiques des rapports des prix agricoles et industriels ; mais il est probable que ces premiers travaux vont révéler des carences et démontrer que nous n'avons pas d'indices valables pour mesurer la situation de l'agriculture au sein de l'économie nationale.

Et que penser des méthodes actuellement suivies pour la fixation des prix des principaux produits agricoles (blé, betterave et lait) ? Le moins qu'on en puisse dire est qu'elles ne sont pas entièrement scientifiques !

Enfin, malgré les belles études de M. Milhau, et de ses élèves, les travaux d'économétrie sont encore trop rares.

5 - Conditions de vie des agriculteurs.

Dans ce domaine, nous ne disposons, pour une étude scientifique, que des 199 budgets familiaux

établis par l'I.N.S.E.E. dans le département de la Vienne en 1952 ! Ces maigres résultats indiquent la route à parcourir pour mettre sur pied une documentation valable.

6 - Conjoncture agricole.

Il faut souhaiter que l'I.N.S.E.E. poursuive ses remarquables travaux et qu'il fournisse bientôt des informations prévisionnelles.

7 - Politique agricole.

Il est évident que notre Société ne peut se désintéresser des études concernant la politique agricole. Il convient cependant de souligner que l'insuffisance de la documentation de base, comme l'a vigoureusement fait remarquer M. Augé-Laribé dans son ouvrage classique, rend toute analyse scientifique extrêmement malaisée.

**

Limitons à ces quelques aperçus les priorités que nous voudrions voir établir en soulignant que nous n'avons pu attirer spécialement l'attention sur des problèmes aussi importants et d'actualité que la localisation des productions, l'utilisation des sols, les migrations rurales intérieures, le financement de l'agriculture, etc. Mais, répétons-le, nous cherchons, non pas à établir un programme de travail, mais, conformément aux directives de notre Président, à discuter une orientation.

**

Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de notre intervention. Nous ne proposons pas une sorte de *diminutio capitis* de notre Société qui deviendrait un petit cénacle de spécialistes agricoles. Nous suggérons seulement que nous orientions nos travaux de telle manière que nous ne négligions pas l'étude des problèmes fondamentaux de l'Economie Rurale et que nous appelions les représentants des autres disciplines, notamment les économistes et les techniciens agricoles, à les étudier avec nous. Ne craignons pas que la division du travail soit excessive : les Français ont un goût trop prononcé pour les idées générales pour que les plus dynamiques d'entre nous n'abattent les cloisons étanches qui viendraient à s'établir.

L'Ecole de Le Play, parce qu'elle a pris l'initiative d'étudier les problèmes sociaux d'une manière concrète, a ouvert des horizons nouveaux et nous a laissé une documentation d'une valeur inestimable. Allons-nous laisser passer l'occasion d'essayer d'orienter nos travaux vers l'étude des problèmes-clés de l'Economie rurale, avec des méthodes scientifiques (notamment statistiques), en liaison avec les économistes et les techniciens, et en réservant une large place au travail sur le terrain ?

J. CHOMBART de LAUWE
Secrétaire général

DISCUSSION

M. Dayre. — En ce qui concerne les études d'ordre historique, il serait utile de dégager les facteurs économiques et sociaux (productivité agricole, productivité industrielle, évolution des besoins) qui ont déclenché le puissant mouvement d'exode rural au cours du XVIII^me siècle.

Quant aux objectifs d'ordre pratique, il y aurait intérêt à faire ressortir, des travaux des C.E.T.A., de la Division de la Rentabilité, des chaires d'économie rurale et aussi des expérimentations conduites dans les zones-pilotes, quelques observations maitresses touchant la productivité comparée (en valeur) des divers systèmes d'exploitation, en fonction de la mécanisation, du remembrement, du système de culture...

M. Augé-Laribé. — Le premier sujet proposé me paraît fort intéressant. Parmi les causes d'exode rural, il faudra, bien entendu, mentionner, pour l'Angleterre, les enclosures. Pour les diverses régions françaises, il y aurait, sur ce problème, de nombreuses études sociologiques à faire. Mais il faudrait, pour cela, que nos sociologues se décident à étudier nos paysans de préférence aux Papous et que les spécialistes de l'économie agricole, ne s'enferment pas dans leurs techniques.

M. Mendras. — Pour répondre tout de suite à votre enquête, Monsieur le Président, il y a des sociologues qui sont décidés à délaissier les Papous pour se consacrer aux paysans français d'aujourd'hui.

Il serait de la plus grande utilité que, l'on ait quelques précisions sur les sociétés rurales : quelles satisfactions les paysans attendent, trouvent ou ne trouvent pas dans la vie

sociale des villages et dans l'exercice de leur profession ; comment on y acquiert du prestige ; quelles sont les réactions paysannes en face des techniques nouvelles et des techniciens en tant que tels, etc.

Je souhaite que les enquêtes et travaux de la Société fassent une large part à l'étude de ces problèmes. Cela contribuera autant à faire de l'économie rurale la science élargie que vous souhaitez, qu'à aider pratiquement et concrètement à la modernisation de nos campagnes.

M. Salleron. — Il y aurait aussi, parmi les sujets d'ordre sociologique, à essayer d'analyser les causes et les modalités des diverses attitudes des ruraux et en particulier leur complexe d'infériorité.

R.P. de Farcy. — J'insisterai spécialement sur la nécessité de l'étude du marketing, du commerce — au sens large de ce mot — des produits agricoles. Le problème est urgent et l'intervention de la Société paraît justifiée par son désintéressement et son impartialité.

M. Soulé. — Il n'y a pas actuellement en France, en librairie, de traité développé d'économie rurale. Ne serait-il pas possible que la Société patronne la publication d'un traité collectif ?

M. Bergmann. — Je crois que cela serait difficile car il y aurait certainement d'assez nettes divergences d'opinion entre les auteurs possibles et même la mise au point d'un plan satisfaisant pour tous serait malaisée. Ce qui manquerait aussi pour un tel traité, ce sont les observations statistiques de base. Il faut donc aller sur le terrain pour en recueillir.
